

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Monsieur l'IA-DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Depuis de nombreux mois, en dépit de nos revendications et propositions, nous constatons que le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire à l'intérêt général, menant à la désagrégation des services publics et des conditions de travail des agent.es. A de multiples reprises, nos organisations se sont opposées à ces mesures et ont mis sur la table des propositions alternatives. Les dispositions de la loi dite de « transformation de la Fonction Publique » ainsi que celle dite de « l'école de la confiance » ont une portée très grave tant pour les agent-e-s et les citoyen-ne-s que pour l'avenir de la Fonction publique.

Il en est ainsi, par exemple, de la mise en place d'une instance unique en lieu et place des comités techniques et CHSCT, instance qui risque de diluer et amoindrir les actions dans des domaines essentiels de la sécurité, de la santé et de la vie au travail.

C'est aussi le cas avec la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité, mesure qui va favoriser une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire.

Avec le recours au recrutement accru à tous les niveaux de contractuel-le-s, la précarité sera encore aggravée particulièrement avec des contrats de mission à durée déterminée pouvant être rompu à tout moment. C'est l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de neutralité de l'agent public qui sont menacées.

Concernant l'école, ce sont la liberté d'expression des citoyennes et citoyens que sont les enseignant.es, leur liberté pédagogique qui sont mis en péril. Ce sont les cadeaux à l'école privée, l'égalité de l'accès à l'enseignement sur tout le territoire, la sanctuarisation d'un système scolaire à plusieurs vitesses sur des critères sociaux qui nous sont proposés. Cette école n'est pas l'école de la République à laquelle nous sommes attaché.es.

Après des communiqués unitaires, après des délais de consultations des instances supérieures de la Fonction publique peu respectueuses d'un dialogue social de qualité, après que toutes les organisations représentatives de la Fonction publique aient donné un avis défavorable au projet de loi dit de transformation de la fonction publique, après des mouvements de grève répétés, le gouvernement refuse toujours d'ouvrir des négociations.

Devant cette situation, nous, parents d'élèves, élus, organisations syndicales enseignantes, avons décidé de ne pas siéger pour ce CDEN et vous demandons, M. le Préfet, M. l'IA-DASEN, de faire remonter aux plus hauts niveaux ministériels notre exaspération face à ce que nous vivons comme une mise en péril de notre patrimoine commun.